

Elections du mardi 3 février 2009

Comité Technique Paritaire Central de l'Administration Centrale
et
Comités Techniques Paritaires Spéciaux
des directions d'administration centrale

**Le Service Public est notre richesse
Votez et faites voter CGT**

Pour notre ministère et ses personnels, nous voulons de vraies missions de service public, un travail utile à la société, des conditions de travail améliorées, des hausses de rémunérations légitimes après des années de baisse du pouvoir d'achat. Or, ces missions sont perdues de vue par les réorganisations, dominées par la RGPP. Nous voulons que le changement serve à un meilleur service aux usagers.

Ce qui se passe ne va pas dans ce sens là :

- **baisse des effectifs publics par principe**, alors que des missions de service public essentielles ne peuvent plus être assurées décemment et que le chômage explose,
- **sabotage de services entiers**, avec des projets de délocalisations sans autre nécessité que de compenser les fermetures de casernes : exemples du SETRA, du service statistique du ministère, de l'ENIM,
- **précarisation** de l'emploi avec un flux de 200 vacataires jetables en administration centrale, alors que le statut des fonctionnaires, protecteur et garant de leur indépendance vis à vis du pouvoir politique, est remis en cause,
- **baisse des crédits affectés à la satisfaction des besoins sociaux** : dès 2009, les crédits pour le logement social sont fortement amputés. Le gouvernement engage des milliards – notamment issus du Livret A affectés au logement social – pour « sauver » les banques, sans contrepartie,
- **privatisation de tout ce qui peut l'être**, sous tous les prétextes : baisser les moyens, dégrader le service, jeter l'opprobre sur les dysfonctionnements... Vendre la marchandisation comme la solution...

La CGT, première organisation syndicale du MEEDDAT après les élections de juin 2008 au CTPM, est aussi depuis décembre la première (et en progression) dans la fonction publique territoriale. Les salariés viennent de placer la CGT en tête et en forte progression lors des élections aux prud'hommes.

La CGT invite les agents du MEEDDAT à participer à la journée de grève et de manifestations du 29 janvier, à l'appel de tous les syndicats, ensemble public/privé, pour défendre l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics.

A quoi sert le Comité Technique Paritaire (CTP) ?

Un CTP est une **instance consultative paritaire** de représentants de l'administration et des personnels
Le CTPC est compétent pour les questions communes à l'administration centrale et aux Services techniques centraux.

Les Comités paritaires consultatifs spécialisés (CTPS) examinent les questions spécifiques à chaque direction*.

Ils sont obligatoirement consultés sur les questions relatives à l'organisation des services, leurs conditions générales de fonctionnement, les actions de formation, l'organisation et les conditions de travail, les critères de répartition des primes...

Les CTP sont consultatifs et trop souvent réduits à des chambres d'enregistrement. Toutefois, à l'avenir, une position négative unanime des organisations syndicales entraînera une 2ème délibération.

***les agents d'administration centrale vont voter deux fois, ceux des services techniques centraux une fois.**



le service public est notre richesse

**Voter CGT
aux CTP**

un vote utile et combatif

Services d'administration centrale du MEEDDAT : « quelques points chauds » début 2009, autant d'interventions nécessaires !

DSCR

Réorganisation permanente et navigation à vue. Depuis des années la DSCR affiche une volonté de réorganisation et des projets ambitieux : mieux tenir compte des nouveaux besoins de la sécurité routière. Derrière ces belles idées, la DSCR s'est trouvée amputée de deux sous-directions pourtant largement contributives de sécurité routière.

Et quant à ce qu'il reste dans la délégation tout est en suspend, des réorganisations sont à nouveau prévues, avec à la clé une réforme du permis de conduire.

Sans oublier que cette navigation à vue se déroule dans un climat stressant et démotivant.

La mobilisation et la détermination des agents pour un service public des examens du permis de conduire et contre tout refus de dégradation des conditions de travail restent notre fil à plomb des mois à venir.

DGALN

Son intitulé, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature et des compétences placent cette direction au cœur des ambitions du nouveau ministère. En croisant des compétences équipement et écologie cette nouvelle direction devait incarner le concept de développement durable dans ses trois dimensions, sociale, économique et environnementale. Or, on assiste à l'adjonction de structures, qui s'ignorent le plus souvent, sans transversalité, ni projet fédérateur. Alors que cette direction a vocation à piloter 80% de l'activité des services déconcentrés, la réalité devient la destruction des ministères de l'équipement et de l'écologie au profit d'une machine à produire de la norme (et de la mise aux normes...). Quant au logement et à l'urbanisme, le bilan n'est pas plus reluisant. Alors que la crise économique aggrave celle du logement, la ministre multiplie les décisions ou déclarations provocatrices : budget logement en baisse de 8%, accession à 15 euros par jour poussant au surendettement et facteur évident d'étalement urbain, remise en cause permanente de la loi SRU (20% de logement sociaux), ... tout cela est décidément bien loin du développement durable.

CERTU, CETU, CETMEF...des services en situation critique

D'un côté :

- Départs massifs de non-titulaires, des pertes de savoir-faire
- Suppressions de postes qui touchent les STC comme tout le RST
- Jeunes diplômés que ces services n'arrivent pas à retenir faute de carrière attractive

De l'autre :

- Une demande à ces services d'élargir leurs champs de missions et de se redéployer sur les chantiers du développement durable
- Telle est l'équation impossible à résoudre ... à moins d'en modifier les paramètres par l'action

DGPR

La fusion des services de l'ex DPPR et de différents services SHAPI (ex DE), transports matières dangereuses et services de l'ex DGEMP et de l'ex DARQSI... s'est effectuée sans moyen supplémentaire. Les agents vivent que la « mutualisation » ne soulage pas leurs charges de travail. La CGT a défendu le maintien de missions intégrées, exemple des déchets ou de la pollution atmosphérique, et souligné l'importance des liens et moyens nécessaires au pilotage des actions des services déconcentrés et des établissements publics concernés. La mise en œuvre du Grenelle et le « fléchage » des postes supplémentaires ne doivent plus oublier la DGPR elle-même ! A l'exemple de REACH ou des Installations Classées, beaucoup reste à faire : par manque de moyens pour gérer toutes les « priorités », la sous-traitance et la privatisation des tâches de contrôle ou d'expertise ne doivent pas être acceptées.

SG

Le secrétariat Général regroupe 4 directions, 4 services et 1 cabinet soit 2000 agents. Autant dire une « usine à gaz » où les agents peinent en général à se retrouver. Travail morcelé, de moindre intérêt, dans l'urgence, conditions de travail dégradées, nombre impressionnant de postes vacants... constitue aujourd'hui le quotidien des agents.

DGEC

La création d'un bureau des marchés du CO 2 est pour l'instant la réponse aux besoins de moyens supplémentaires de la DG pour assurer les missions de politiques de l'énergie au service de la lutte contre le changement climatique. Les seuls emplois créés seraient à l'ADEME (55 sur 3 ans), avec des crédits supplémentaires à l'Agence provenant des taxes TGAP. Spéculation boursière du marché du CO 2 et libéralisation de toutes les composantes de l'énergie, ne vont pas dans le sens des ruptures nécessaires proclamées. Il faut des moyens publics et des effectifs supplémentaires pour les missions : programmation des investissements, maîtrise de la demande, soutien aux investissements d'énergies non émettrices de CO 2, réglementations surveillées d'efficacité énergétique des secteurs.

CGEDD

Parmi les services du Conseil Général l'immeuble Bd Montparnasse a été affecté non pas au MEEDDAT mais au ministère de la Défense, avec sa mise en vente courant 2009 et départ des agents. Comme pour l'immeuble de Ségur, ces mises en vente des biens de l'Etat, non discutées avec les représentants des personnels, représentent autant de locations au privé sur le site de la Défense. Et la « com » du cabinet ose appeler cela « stratégie immobilière durable » et engagements du ministre pour un nouvel immeuble HQE du MEEDDAT

DGITM

Comme d'autres les agents font part de difficultés au quotidien avec l'informatique... L'assistance informatique repose en grande partie sur de jeunes vacataires précaires, sous-rémunérés.

Avec l'intégration du secrétariat général du Conseil National des Transports à la DGITM, il faudra veiller à ce que personne ne reste sur le carreau.

La CGT et la réorganisation de l'administration centrale : ferme opposition et propositions

Quel bilan ?

Quasiment aucune concertation approfondie alors qu'il s'agissait d'une réorganisation d'une ampleur inégalée...

La CGT, tout en amendant les textes sur les missions avec quelques réussites, a voté contre le décret et l'arrêté de réorganisation de l'administration centrale. En AG ou en CTPM et CTPC, nous avons été aux côtés des personnels en construisant et relayant les revendications dans tous les domaines.

Du point de vue du gouvernement, le MEEDDAT est un excellent élève en RGPP avec cinq étoiles au bilan de la réorganisation.

Pour la CGT, les missions, les rapports avec les services déconcentrés et établissements publics, et les personnels eux-mêmes n'ont pas progressé et ont été souvent sacrifiés. Nous sommes loin de ce que nous souhaitons : une organisation ministérielle capable d'assurer les missions à la hauteur des défis du développement durable.

On a limité les dégâts ?

L'action des personnels avec la CGT a débouché sur les acquis suivants :

- circulaire du 15 avril fixant des règles homogènes d'affectation pour tous les agents

- droit de remords étendu à tous les personnels
- règlement de nombreuses situations individuelles
- indemnité de restructuration
- mise en échec du projet de suppression du planning familial et de l'infirmier de l'Arche.

Si de nombreuses revendications portées par la CGT n'ont pas reçu de réponses favorables, en particulier notre opposition à la mise en vente de l'immeuble de Ségur, son action a permis au personnel de s'exprimer, d'intervenir, de faire valoir ses aspirations et de construire une base de mobilisation.

Il reste à obtenir :

- l'attribution de l'indemnité de restructuration à tous les personnels y compris les CDD
- des recrutements sur les postes vacants et des créations au titre du Grenelle
- une meilleure prise en compte de la situation des agents handicapés
- des conditions satisfaisantes d'installation dans les nouveaux locaux.

RGPP et délocalisations : contre le service public et le Grenelle de l'Environnement

Le gouvernement multiplie les annonces de délocalisations dans la précipitation et sans concertation, ni avec les élus locaux ni avec les organisations syndicales. La logique de gestion comptable prime sur toute réflexion stratégique cohérente, voire la remet en cause lorsque des projets antérieurs existent comme pour le devenir du SETRA.

Sous prétexte d'aménagement du territoire, il met en péril des services et menace la qualité de leurs travaux comme c'est le cas pour le

SETRA, les services de la statistique, l'ENIM, l'ONF, l'archéologie préventive (INRAP), Météo-France.

Les projets de délocalisations, critiqués par des experts ou des élus de toutes tendances, sont combattus par les personnels ; la CGT les juge inacceptables.



Le SETRA : service d'excellence menacé par la RGPP, le désengagement de l'Etat des activités routières et de l'ingénierie. Et par la délocalisation ?

Le SETRA devait intégrer le Pôle de Marne-La-Vallée alliant Recherche, Enseignement et Ingénierie. Le nouveau projet de délocalisation à Sourdun (près de Provins), n'aurait aucune logique et se traduirait par une perte d'expertise technique et la mort du service. L'opposition manifestée par tous les élus locaux concernés (Sourdun, Bagneux, Marne la Vallée...) met en difficulté le gouvernement et appuie l'action unie des personnels.

La CGT demande l'abandon de ce projet et défend :

- Avant toute décision : des études de faisabilité, d'impact financier et environnemental avec bilan carbone, y compris pour les 300 agents et leurs familles.
- Le maintien d'une logique de partenariat étroit avec les acteurs du RST
- que les agents soient consultés sur l'avenir du SETRA et qu'un véritable dialogue s'instaure avec la prise en compte de leur situation.
- que la gestion des compétences, la reconnaissance des qualifications des personnels et l'avenir du SETRA fassent l'objet d'une vraie concertation.

Réforme de l'Etat et délocalisations :

des luttes qui nous concernent tous, des pétitions en ligne :

site du LCPC : http://img/petition_avenir_PST.pdf

site du SETRA : http://www.setra.equipement.gouv.fr/cgi-bin/NON_A_LA_DELOCALISATION.pl

CGDD/SOeS Les personnels contre la délocalisation

Les services INSEE et d'autres services statistiques sont menacés d'une délocalisation à Metz. Aux dernières nouvelles une partie du SoeS irait à Orléans où se trouve actuellement l'ex IFEN.

Avec les personnels, nous refusons ce diktat sur ordre de Matignon (pétition en ligne, manif...). Il est contraire aux intérêts du service et des personnels, démagogique sur le terrain de l'emploi (pertes ne compensant pas la fermeture de sites militaires). Il faut savoir dire NON, en réponse au secrétaire général, chargé de la « concertation » sur le diktat de délocalisation.

Des revendications essentielles

Salaires et primes

Primes diverses à « la performance », Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA), monétisation des jours RTT... ça ne va pas !

Pour garantir le pouvoir d'achat et la reconnaissance des qualifications, il faut augmenter les salaires

La CGT revendique : la fixation du SMIC à 1600 € bruts et un début de carrière dans la grille par niveau de diplôme

CAP/BEP	1,2 SMIC
Bac	1,4 SMIC
Bac+2	1,6 SMIC
Bac+5/mastère/ingénieur	2 SMIC
Bac+8/doctorat	2,3 SMIC

Et un déroulement de carrière assurant entre son début et sa fin, un doublement du salaire.

L'emploi

Saignées redoublées dans l'emploi, vacataires sans droits, postes non pourvus, perte de compétence...ça suffit !

Pour une garantie d'emploi pour tous et une réponse aux besoins des services :

La CGT revendique l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et la négociation d'un plan pluri-annuel de recrutement d'emplois statutaires

Temps de travail

Extension du forfait sans décompte horaire, incitation au rachat des jours RTT, écretements des crédits d'heures...Pas touche à la RTT !

Pour garantir et rendre effective la RTT pour tous :

La CGT revendique des charges de travail moins lourdes et une organisation du travail respectueuse de la RTT

Retraite

Allongement des annuités : décotes, capitalisation, et bientôt la retraite à70 ans ? Non au recul de civilisation.

La CGT revendique : une retraite à taux plein dès 60 ans dans le cadre d'un système de répartition consolidé.

Changer le travail

Le travail devrait être pour tous un lieu d'épanouissement et de réalisation de soi. C'est loin d'être toujours le cas.

Si la **précarité** est une réalité vécue par les vacataires et contractuels à durée déterminée, le sentiment d'incertitude est aujourd'hui largement répandu parmi les fonctionnaires eux-mêmes de toutes catégories.

Stress et souffrance au travail gagnent du terrain comme les mobilités contraintes.

La promotion sociale et la reconnaissance professionnelle sont aujourd'hui en panne. Et le système d'évaluation demeure injuste.

Les **rythmes de travail** non maîtrisés, l'amplitude de la journée de travail, les temps de transport ont trop souvent des conséquences sur la vie privée et la santé. Les démarches d'individualisation et de mise en concurrence des

agents aggravent d'autant ces conditions.

Le sentiment grandit **de ne pouvoir réaliser pleinement un travail de qualité** : trop dans l'urgence, long terme sacrifié, manque de moyens et absence de lisibilité sur la stratégie du service...



Oui, il faut changer le travail pour qu'il ait tout son sens par :

- une revalorisation salariale et des parcours professionnels,
- de plus grandes possibilités de mobilité choisie et de formation professionnelle
- la création d'emplois pour une charge de travail moins lourde,
- une autre organisation du travail qui favorise le travail en équipe, une hiérarchie à même d'exercer ses responsabilités, la possibilité de voir ses opinions prises en compte

Diversité, efficacité, solidarité : la CGT

Les syndicats CGT unissent des femmes et des hommes d'opinions différentes : pas d'examen pour se syndiquer ! La diversité, le respect, des valeurs communes, voilà ce que découvre un(e) nouveau(elle) syndiqué(e). Les statuts et les pratiques reposent sur le choix des syndiqués pour déterminer les orientations revendicatives et choisir leurs délégués. En toute indépendance... Vis à vis des gouvernements, du patronat, des partis politiques.

L'affiliation à une fédération professionnelle, à une union départementale interprofessionnelle, dans une confédération, repose sur des valeurs de solidarité et d'efficacité : salariés avec ou sans emploi, actifs et retraités, entreprises privées et secteur public, ouvriers, techniciens, cadres... Solidarité régionale, européenne (Confédération Européenne des Syndicats) et internationale (Confédération Internationale des Syndicats).

Les syndicats CGT ne jouent pas les uns contre les autres. Si nous défendons les contractuels, ce n'est pas en critiquant les titulaires. Réunis dans la fédération de l'équipement et de l'environnement, dans le respect de chacun, les syndicats CGT présents dans l'ensemble du MEEDDAT et de ses établissements, doivent être renforcés.

Etablissements Publics de la sphère Ecologie, Météo-France, IGN, Services Techniques Centraux... et syndiqué(e)s CGT des DDE, DDA (DDEA-DDT), DIREN, DRIRE et DRE (DREAL), DIR, DAM et DRAM et des directions d'administration centrale, nous travaillons ensemble en comprenant nos spécificités, nos fonctions et nos diversités pour un service public de qualité.

CTPM du MEEDDAT élu en juin 2008 : 7 sièges CGT, 5 FO, 2 CFDT, 1 UNSA - 15 sièges aux directions.

Il n'y a pas des agents « d'esprit bétonneur » et des agents « d'esprit défense des oiseaux ». Ces oppositions, sur fond de peur individuelle et de crise du système, ne servent ni les intérêts des salariés, ni l'intérêt général.

Pour la CGT, le développement durable ce n'est pas de la pub poudre aux yeux : ce sont des actes, des moyens, des ruptures nécessaires avec la façon dont sont traités les femmes, les hommes et la nature sur cette planète.

Discutons-en et pensez-y en votant !

Nous contacter :
syndicat CGT : 01.40.81.64.14
Site Fédération : <http://www.equipement.cgt.fr>

**Pour les CTP à l'urne ou par correspondance
Votez CGT**